

La crise sociale

Mise à jour 13h39

Florange : "Réfléchissez Monsieur Montebourg, nationalisez !"

Créé le 01-10-2012 à 13h08 - Mis à jour à 13h37



Par Morgane Bertrand



Représentant syndical FO au sein de l'usine Arcelor-Mittal de Florange, Walter Broccolis réagit à l'annonce officielle de la fermeture des haut-fourneaux.

Mots-clés : sidérurgie, hauts-fourneaux, FERMETURE



Walter Broccolis, représentant FO sur le site ArcelorMittal de Florange : "Le 1er octobre est une date historique pour l'acier en Lorraine". (Mathieu Cugnot/AP/SIPA)

La direction d'ArcelorMittal a annoncé lundi 1er octobre en comité central d'entreprise (CCE) la fermeture définitive des hauts-fourneaux de Florange, à l'arrêt depuis 14 mois, et laisse 60 jours pour trouver un repreneur. Walter Broccolis, représentant syndical FO au sein de l'usine Arcelor-Mittal, réagit.

Comment recevez-vous la confirmation de la fermeture des hauts-fourneaux ?

- Souvenez-vous : le 1er octobre 2012, 10h45, est une date historique. Celle de l'annonce officielle de la fermeture des hauts-fourneaux en Lorraine. L'acier n'y coulera plus jamais. Mais le plus terrible, ce sont les annonces qui ont été faites dans

SUR LE MÊME SUJET

- » Florange : des licenciements secs "évitables" selon ArcelorMittal
- » ArcelorMittal : Florange ne veut plus entendre parler de promesses
- » Montebourg exclut toute nationalisation de site de Florange
- » Les salariés de PSA adressent un carton rouge à Montebourg
- » ArcelorMittal : Montebourg a

la foulée : plan social immédiat, pas d'investissements, 60 jours seulement pour trouver un repreneur...

60 jours pour trouver un repreneur

60 jours, c'est trop peu ?

- Vous rigolez ! Deux mois, c'est rien ! Il est totalement impossible de trouver un repreneur rapidement. Même le gouvernement n'y croit pas. Ce qui est proposé à la vente n'intéressera personne. Qui aurait besoin d'un petit morceau d'usine dans cet état ? Avec ou sans la cokerie, la filière liquide ne produit que des sous-produits : des brames, la matière première qu'on utilise pour fabriquer les tôles. Cette partie n'est pas vendable seule. Et elle l'est d'autant moins qu'il faudrait investir 400 millions d'euros pour mettre les machines à niveau sur le plan technologique. Mittal n'a rien fait. Pour FO, 60 jours, cela veut dire que l'affaire est pliée, c'est la fermeture définitive.

Quel est l'impact de la fermeture en termes d'emplois ?

- Les hauts-fourneaux concernent environ 600 personnes. Mais si l'on ajoute la partie boissons-packaging, dont l'avenir est aussi très compromis, et les fonctions support, cela représente plus de 1.000 suppressions d'emplois. Et Mittal ayant annoncé qu'il ne garderait que la filière auto, il ne devrait rester au final que 800 postes. Sur 2.800 aujourd'hui. La négociation commencera le 17 octobre. Mittal a promis qu'il n'y aurait pas de licenciements secs. Ils parlent de départs volontaires, de reconversion, de mutation géographique.

Comment jugez-vous l'action du gouvernement dans cette affaire ?

- Nous lui demandons de prendre ses responsabilités. La situation actuelle est certes due à Mittal, mais l'Etat ne doit pas se laisser faire. Les 150 millions d'euros promis par Montebourg, il n'en n'est plus question. Alors quoi, il nous a raconté des bêtises ? Réfléchissez Monsieur Montebourg, nationalisez, le plus vite possible !

Cette hypothèse a cependant été rejetée dimanche par le ministre du Redressement productif, qui a jugé qu'"à chaque fois qu'on a nationalisé, l'Etat n'a pas été un très bon gestionnaire"...

- Mais c'est la seule façon de sauver notre usine ! Après, nous sommes capables de la faire tourner sans Mittal. On produit 180.000 tonnes d'acier par mois, on a nos clients, nos brevets de fabrication, nos outils et nos compétences. On continuera à produire de la tôle pour les voitures.
